

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine Dossier

N° 549 du 13.09.2010

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

1-1 Israel Shamir : Le truc génial à faire.

1-2 Alain Faujas : Le PIB par Palestinien est inférieur de 30 % à ce qu'il était en 2000.

1-3 Pierre-Yves Salingue : A quoi sert Salam Fayyad ?

1-4 Pierre-Yves Salingue : Les fantassins français de Salam Fayyad.

1-5 Yahia Gouasmi : L'influence du lobby pro-israélien aux États-Unis. Et en France... ?

1-6 Sayed: "Nous sommes plus proches que jamais d'Al Qods".

2 Annexe

Est-ce qu'Israël dirige les Talibans ?

2-2 Gordon Duff : [Les attentats du 11 septembre vus par une conspirationniste.](#)

Pièce Jointe

Gilles Devers : Les réfugiés palestiniens et le droit au retour.

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 Israel Shamir : Le truc génial à faire.

L'Etat Unique n'est absolument pas une vision apocalyptique de Fin du Monde. C'est parfaitement faisable, et ce serait une évolution mutuellement bénéfique.

Les partisans juifs nationalistes d'un Seul Etat devraient être encouragés à nous rejoindre.

- « Non : tu dois finir ET ta viande ET tes légumes ; ne trie pas le fromage de ton sandwich et ne laisse pas le pain dans ton assiette » : c'est ce que nous disons à un enfant difficile qui tente de nous mener en bateau et de ne manger que ce qu'il veut en attendant le dessert. Choisir et picorer est une habitude déplorable, à la table familiale.

Cela vaut pour les colons israéliens et pour les juifs nationalistes, tout aussi bien. Enfin – ils ont mis le temps ! -, ils commencent à reconnaître les avantages de l'Etat Unique entre la Mer et le Jourdain, au lieu d'avoir un ghetto juif et des bantoustans arabes...

C'est ce que le journaliste du Haaretz Noam Sheizaf nous dit dans un article au titre éloquent de Fin de Partie. Parmi les nouveaux adeptes de l'Etat Unique, l'on trouve le président de la Knesset Rubi (Reuven) Rivlin, qui a dit : « Il est préférable, pour les Palestiniens, de devenir des citoyens de l'Etat (israélien), plutôt que nous divisions le pays », et l'ancien ministre de la Défense Moshe Arens, qui est prêt à accorder la citoyenneté israélienne aux Palestiniens vivant en Cisjordanie. Ce sont des poids lourds de la politique israélienne, et ils sont (semble-t-il) soutenus par d'autres membres du Likoud, comme la députée Tzipi Hotovely et des colons de première bourre comme Uri Elitzur, des rabbins comme le Rav Froman, de Tekoa, ainsi, dans une certaine mesure, que par l'icône des colons Hanan Porat.

Ils évoquent l'idée d'accorder aux deux millions et demi de Palestiniens de la Cisjordanie la citoyenneté israélienne et tous les droits qui vont avec. C'est là un pas dans la bonne direction, qu'il faut encourager. Cela ne suffit assurément pas, mais, comme premier pas, c'est pas mal. Toutefois, certains de ces juifs veulent picorer et choisir. Ainsi, Adi Mintz, ancien directeur du Yesha Council, voudrait qu'Israël annexe 60 % de la Judée-Samarie, dont les 300 000 habitants palestiniens se verraient accorder la citoyenneté israélienne. C'est trop peu, trop tard. Un tel projet, qui semble sortir de la cervelle d'un lièvre, n'a aucune chance d'être considéré acceptable par les Palestiniens, ni d'ailleurs par aucune personne se respectant, où que ce soit.

« Si vous voulez les terres, alors prenez-les, mais avec ceux qui y vivent », avait répondu Glubb Pasha, en 1948. Le commandant de la Légion Arabe se voyait contraint de concéder la Vallée d'Ara aux juifs ; les juifs voulaient – déjà, à l'époque, comme maintenant – avoir les terres, sans les Palestiniens. Glubb refusa. Finalement, les juifs cédèrent, et les habitants du Wadi Ara restèrent chez eux, reçurent la nationalité israélienne et prospérèrent. Voilà ; ça, ça pourrait servir de modèle. Mais pas le « et vas-y que je picore, et vas-y que je choisisse ». Sinon, le reste de la Palestine se retrouvera avec beaucoup de monde enfermé dans de minuscules enclaves.

Toute la Palestine et tous les Palestiniens qui y vivent – c'est là un minimum faisable, dans un premier temps. C'est bien moins que ce que les Palestiniens revendiquent ; en effet, ils veulent, tout à fait raisonnablement, voir les réfugiés rentrer du Liban, de la Syrie et de la Jordanie. Les Palestiniens veulent aussi recouvrer les biens qu'ils ont perdus à cause de lois racistes, en particulier à cause de la Loi sur les Propriétaires Absents. Toutefois, ces exigences pourraient être débattues avec plus de profit dès lors qu'il y aurait de quatre à cinq millions d'électeurs palestiniens, en Israël...

Même les nationalistes juifs les plus éclairés et les plus conciliants ne veulent pas s'emparer de Gaza, car la bande de Gaza, ça représente peu de terres et beaucoup de Palestiniens. Cela compromet, bien sûr, une véritable solution, mais l'absorption de la totalité de la Cisjordanie, avec la totale citoyenneté accordée à tous ses habitants, serait probablement acceptable, comme premier pas dans la bonne direction. En même temps, la réintégration de Gaza pourrait commencer et demander, disons, un an ou deux ; à la fin de cette période, Gaza serait totalement intégrée et ses habitants jouiraient, eux aussi, d'une citoyenneté totale.

Est-ce là quelque chose de réellement faisable, ou bien sommes-nous, là encore, en présence d'un énième exemple de distorsion sioniste implantée dans notre discours afin de semer la confusion, comme l'a écrit notre ami Gilad Atzmon ? Il faut y aller prudemment, à mon avis. L'Etat Unique est bon pour les Palestiniens, et ils sont une majorité à le préférer à la soi-disant « indépendance » sous la houlette de Mahmud Abbas, et même d'Ismaël Haniyyé. Toutefois, l'Etat Unique est bon, aussi, pour les juifs, et pas seulement pour les Palestiniens. C'est bon pour le business israélien. C'est bon pour un demi-million de colons juifs qui pourraient rester chez eux. C'est bon pour les juifs orientaux, qui seraient réintégrés dans leur milieu arabe natal. C'est bon pour les Russes, qui sont, de toutes les manières, considérés comme des « juifs de seconde catégorie ». C'est bon pour les juifs honnêtes, car ils y trouveront la tranquillité d'esprit. Leur psychose de la persécution, peut-on espérer, finirait par se dissiper. Bref, les juifs ne regretteraient pas outre-mesure le changement, exactement de la même manière que les Sud-Africains n'ont aucune nostalgie pour l'époque de l'apartheid. La paix avec les voisins permettra une intégration totale dans la région (du Moyen-Orient) et, généralement, l'intégration est une bonne chose, pour les juifs.

L'Etat Unique n'a rien d'une vision apocalyptique de Fin du Monde. C'est une évolution parfaitement faisable et bénéfique. Pourquoi cela ne s'est-il pas produit jusqu'ici, c'est une question de psychologie, plutôt que de Realpolitik. Traditionnellement, les juifs ont toujours été contre les mariages mixtes, depuis l'époque d'Ezra, qui chassa tous les couples mixtes de l'Etat juif naissant. En dépit du déclin de la religiosité juive, les juifs nationalistes ont hérité ce trait. Le nationalisme juif s'est constitué au 19ème siècle ; les juifs nationalistes (les juifs « fiers de l'être ») partagent l'horreur du mélange racial d'Hitler et redoutent la dissolution de leur « race pure et sans tache ». Ils croient, et ils ont raison, qu'une coexistence pacifique encouragera les mariages mixtes, qui dilueront le précieux sang juif, la précieuse race juive, le précieux ADN juif ; appelez ça comme vous voudrez. De fait, aux Etats-Unis, en Russie et en Europe, les mariages mixtes représentent plus de 50 % des unions. Si la guerre est le seul moyen d'empêcher les mariages mixtes, alors, choisissons la guerre, concluent-ils. La guerre est bonne, car « elle empêche la société israélienne de se désagrèger », a dit l'historien israélien Ilan Pappé. Ce judaïsme guerrier de type national-socialiste est dépassé, il a été sapé, d'une part, par l'américanisation de l'Israël de la ligne verte et, d'autre part, par l'influence du terrain. Les colons, des gens insupportables, vivent à

proximité des endroits les plus charmants et délicieux en Palestine. Il n'est donc pas surprenant qu'aux yeux de certains d'entre eux les terres soient devenues plus importantes que le sang. Non seulement le sang à verser, mais aussi le sang à mélanger. D'ailleurs, le propriétaire du quotidien Ha'aretz, Amos Shoken, a écrit un texte défendant l'intégration totale et l'assimilation mutuelle des juifs et des Palestiniens. Le livre pionnier de Shlomo Sand, Comment le peuple juif a été inventé, qui dézingue le concept d'une race juive pure et ancestrale, a eu un succès énorme auprès des juifs israéliens, qui sont apparemment prêts à recevoir ce message.

Un lecteur étranger pourrait être surpris par le soutien apporté par les nationalistes juifs à cette idée (de l'Etat Unique) que la gauche sioniste israélienne rejette avec une telle véhémence. Toutefois, pour nous, les Israéliens, cela n'a rien d'étonnant, à la lumière de l'effondrement organisationnel et moral de la gauche sioniste, ces dernières années. Après tout, c'est la gauche sioniste qui nous a donné la Nakba, sous Ben Gourion, et un tas de colonies, sous Rabin et Barak. C'est la gauche sioniste qui a aussi inventé le Mur et le slogan d'apartheid : « Nous chez nous, et eux chez eux ! »

Ali Abunimah nous a à juste titre rappelé qu'« en Afrique du Sud, ce n'était pas les détracteurs de l'apartheid traditionnels blancs progressistes qui ont supervisé le démantèlement du système, mais bien le National Party, c'est-à-dire le parti qui avait lui-même instauré l'apartheid ». De fait, le 'libéralisme', au sens de 'progressisme', ne mène nulle part, et il en va de même de l'attitude hypocrite de la gauche. Il y a certes, chez les colons, des éléments parfaitement imbuables, mais ils ne sont pas pires que l'Israélien moyen. Beaucoup d'entre eux sont même tout à fait humains. Leurs voisins palestiniens en sont conscients. De fait, Raja Shehadeh conclut ses merveilleuses Promenades en Palestine par une rencontre charmante avec un jeune colon qui était descendu au bord d'une rivière pour sa fumette. Shehadeh et le colon se passent et se repassent le joint, comme un calumet de la paix.

Gilad Atzmon et Ali Abunimah affirment l'un comme l'autre que les nationalistes juifs se sont juré de maintenir un « Etat démocratique juif », par opposition à un « Etat pour tous ses citoyens ». Ce n'est que trop vrai. Un Etat juif démocratique, cela signifie un Etat démocratique pour les juifs et juif pour tous les autres. Toutefois, Lincoln et ses contemporains, qui affranchirent les esclaves, ne s'attendaient pas à ce qu'un Noir deviendrait, un jour, Président des Etats-Unis, et pourtant, c'est arrivé, grâce à la dynamique qu'ils ont enclenchée. De même, dans le cas qui nous occupe, que des millions de Palestiniens s'inscrivent sur les registres électoraux : dès lors, ces petits problèmes seront réglés.

Il faut que nous encourageons les partisans juifs nationalistes de l'Etat Unique à nous rejoindre. Le temps est peut-être venu d'organiser une Conférence pour un Seul Etat, comme nous l'avons fait, voici quelques années, à Lausanne. Mais, cette fois-ci, avec des colons et des gens du Hamas, et avec tous les autres, tous ceux, quels qu'ils soient, qui veulent vivre dans une Seule Palestine, une Palestine Complète, pour reprendre les termes utilisés par Tom Segev.

Source et traduction : Marcel Charbonnier

Samedi 24 juillet 2010

http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Israel_Shamir.240710.htm

1-2 Alain Faujas : Le PIB par Palestinien est inférieur de 30 % à ce qu'il était en 2000.

La lecture du rapport de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) publié mardi 31 août sur l'assistance apportée en 2009 au peuple palestinien ne rassure pas sur l'état de santé économique de celui-ci.

Et ce, malgré des statistiques presque flatteuses annonçant une croissance en hausse de 6,8 % et un taux de chômage en baisse de 1,6 %.

Selon le rapport, ces chiffres ne traduisent *"en aucune manière une reprise"*. Les problèmes de sécurité alimentaire *"restent omniprésents et sont particulièrement graves à Gaza où 60 % de la population sont touchés"*.

Après une année 2008 marquée par la crise économique, l'amélioration aurait dû être plus substantielle si les acteurs économiques palestiniens n'avaient été pénalisés par les bouclages pratiqués par les autorités israéliennes, par la dégradation de l'appareil productif et par l'obligation de recourir à des devises étrangères (shekel, dollar ou dinar jordanien) qui rendent prohibitifs les coûts des transactions.

Mais la construction du mur de séparation, l'implantation de nouvelles colonies israéliennes et la confiscation des terres palestiniennes ont fait aussi sentir leurs effets délétères.

Le taux réel de chômage dans les territoires occupés serait de 30% et le produit intérieur brut (PIB) par habitant y demeure inférieur de 30 % à ce qu'il était en 2000, avant l'Intifada. Selon les auteurs, *"la situation est bien pire à Gaza [+1 % de croissance] qu'elle ne l'est en Cisjordanie [+8,5 %], où l'économie souterraine et informelle a connu un essor sans précédent pour compenser l'effondrement du secteur productif"*.

UN TERRITOIRE CORSETÉ

L'économie des territoires occupés est largement dépendante de celle d'Israël.

Leur déficit commercial à l'égard de leur plus proche voisin représente 65 % de leur déficit total. Il a atteint 2,6 milliards de dollars (2 milliards d'euros) en 2009, soit un chiffre supérieur aux 2,4 milliards de dollars d'aide internationale versés annuellement aux Palestiniens. Cette aide profite donc indirectement et en priorité... à Israël.

Le rapport affirme que – quoique *"vitale"* – l'aide des donateurs au peuple palestinien *"ne sera économiquement efficace que lorsque les autorités israéliennes lèveront les mesures de bouclage et le blocus de Gaza"*. Deux

calculs le prouvent. D'abord, l'addition des coûts indirects de la guerre, du blocus de Gaza et des bouclages en Cisjordanie se situe entre 600 et 800 millions de dollars par an, soit 13 % du PIB. Si l'on y ajoute les coûts des dégâts causés par l'intervention militaire israélienne à Gaza en 2008-2009, les pertes totales s'élèvent à 3,1 milliards de dollars pour la période 2008-2010.

D'autre part, la Cnuced a calculé qu'une injection de 1,6 milliard de dollars d'aide à l'investissement public entre 2010 et 2012 entraînerait une hausse annuelle du PIB palestinien inférieure à 1 % en moyenne, si le corset sécuritaire était maintenu tel quel.

En revanche, la même somme dépensée, cette fois, dans un contexte d'apaisement avec levée du blocus de Gaza et assouplissement du bouclage de la Cisjordanie générerait une croissance annuelle de 14 % et pourrait créer 80 000 emplois par an.

Alain Faujas

Article paru dans l'édition du 02.09.10

1-3 Pierre-Yves Salingue : A quoi sert Salam Fayyad ?

La Collaboration en Palestine (1/3)

En Cisjordanie, transformée en bantoustan palestinien, un président dont le mandat a expiré a nommé un Premier ministre, Salam Fayyad, sans le faire investir par le Conseil législatif. M. Fayyad a formé un gouvernement fantoche dont les forces de sécurité sont commandées par un général états-unien et dont les institutions économiques sont placées sous tutelle. A quoi sert donc cette pathétique mise en scène, s'interroge Pierre-Yves Salingue.

Ali Abunimah, fondateur et éditorialiste du site Electronic Intifada, a récemment publié un article critiquant ce qu'il nomme « la fausse (ou hypocrite) campagne de boycott de l'Autorité Palestinienne ».

Il y accuse notamment Salam Fayyad, le « Premier ministre non élu basé à Ramallah », de vouloir torpiller la campagne de BDS et aussi de tenter de récupérer les actions de terrain de la « résistance populaire ».

Peu de temps avant, Jamal Juma, coordinateur palestinien de la campagne contre le mur (Stop the Wall), avait déclaré que « l'Autorité Palestinienne cherchait à paramétrer la résistance pacifique contre le mur d'apartheid en fonction de sa propre vision pour en prendre le contrôle ».

Au même moment, Mousa Abu Maria, coordinateur de Palestine Solidarity Project et animateur du comité populaire de Beit Ommar, arrêté tour à tour par l'armée israélienne et par la police de l'Autorité, analysait le soudain intérêt de l'Autorité Palestinienne pour la résistance populaire non violente comme « une offre voilée de Fayyad pour prendre le contrôle d'un mouvement populaire ».

Ces quelques exemples illustrent une réalité qui ne fait pas mystère en Cisjordanie. Là-bas, nombreux sont ceux qui ont compris que le contrôle des actions de « la résistance populaire » est devenu un enjeu politique important. Le « libéral » issu d'un coup de force

Salam Fayyad a été fourni clés en mains par le gouvernement états-unien et les différents pays « donateurs » qui l'ont imposé à Arafat en qualité de ministre des Finances en 2002.

Nul ne devrait remettre en cause sa volonté de servir ses compatriotes : après des études en université américaine et quelques années passées à la Banque mondiale, il a mis en pratique son « droit au retour » en acceptant en 1995 la responsabilité de « représentant du FMI » dans les Territoires de l'Autonomie Palestinienne. En 2007 il a été désigné Premier ministre par Mahmoud Abbas qui venait de tenter un coup de force contre le Hamas à Gaza avec son acolyte Mohammed Dahlan. Après la débandade de leurs forces financées par les USA, Abbas a décrété l'Etat d'urgence, a assisté sans mot dire voire a encouragé le durcissement du blocus de Gaza et l'arrestation des membres Hamas du Conseil législatif où ils étaient majoritaires.

Celui qu'on nous présente parfois comme un « libéral » n'a éprouvé aucun état d'âme à profiter d'un putsch pour prendre la place du Premier ministre élu par la majorité Hamas du Conseil législatif palestinien.

Depuis 3 ans, alors que sa liste n'avait obtenu que 2,4 % des suffrages lors des élections remportées par le Hamas, il est le « Premier ministre » d'un gouvernement qui n'a jamais été ratifié par un vote du Conseil législatif palestinien et il a été nommé par un « président » dont le mandat est achevé depuis 18 mois !

Curieusement, ses nombreux admirateurs occidentaux ne semblent pas choqués par ce « léger » déficit de légitimité démocratique !

Construire un Etat sous occupation ?

Le plan prêté au nouveau sauveur des Palestiniens est le suivant : eu égard à l'impasse des négociations, l'Autorité modernisée par Fayyad va faire la démonstration du sérieux palestinien sur le terrain et, à un moment donné, il apparaîtra clairement aux yeux de la communauté internationale que le seul obstacle au règlement du conflit, c'est l'occupation... [1]

Naïveté ou soumission ? Voici ce qu'en dit Bernard Sabella, un membre du Conseil législatif proche de Fayyad : « L'insistance sur la non-violence chez nous, les Palestiniens aujourd'hui, est en accord avec le plan de M. Fayyad pour arriver à une position où la communauté internationale va regarder la Palestine et dire : Voilà, les Palestiniens sont bien développés dans leurs institutions, et même dans leur mentalité. Alors, pourquoi ne pas leur reconnaître un Etat ? »

Fayyad affirme qu'il sera alors en capacité de forcer la main de la communauté internationale pour exiger la conclusion d'un accord mettant un terme à l'occupation de 1967.

Il y aurait donc désormais deux options dans la recherche de la reconnaissance de l'Etat palestinien : celle d'Abbas axée sur la poursuite des négociations et fondée sur l'espoir d'un changement d'attitude du

gouvernement des USA ; et celle de Fayyad consistant à agir sur le terrain pour établir les fondations économiques sans attendre la création de l'Etat.

En réalité ces deux attitudes ne sont nullement contradictoires. Abbas et Fayyad sont deux étoiles jumelles qui unissent leurs efforts dans l'espoir que la communauté internationale va leur octroyer « un Etat » et tant pis s'il s'agit d'un bantoustan totalement soumis économiquement à l'économie israélienne, sans souveraineté et principalement voué au contrôle policier des Palestiniens. Et tant pis aussi si cet « Etat » sert demain de justification à l'oubli de la question palestinienne qui sera réduite à quelques épisodes d'un banal « conflit frontalier entre deux Etats voisins » !

Fayyad sait que la combinaison de la structure des accords d'Oslo et de l'occupation militaire israélienne rend l'Autorité totalement dépendante d'Israël et que c'est toujours l'intérêt de l'Etat sioniste qui commande.

Le flic et le banquier : au service de la paix pour le Capital

Keith Dayton est un général de l'armée de terre US. Il dirigea l'Iraq Survey Group, dont le rapport final conclut que les armes de destruction massives de Saddam Hussein existaient bien, mais qu'elles ont été sorties d'Irak avant que le pays ne soit attaqué, et qu'on en a perdu la trace. En décembre 2005, il a succédé au général William Ward comme coordinateur de sécurité entre l'Autorité Palestinienne et Israël. A ce poste, il est le commandant de facto des forces de sécurité de l'Autorité palestinienne.

Si le blocus financier a été levé et si le quadrillage militaire s'est un peu allégé en Cisjordanie, c'est parce que le maintien sur place des forces d'occupation israéliennes et la participation active des collaborateurs palestiniens, notamment dans l'action répressive des forces policières palestiniennes placées sous le commandement du général états-unien Keith Dayton, le permettaient.

Comme Dayton l'a expliqué, l'USSC (United States Security Coordinators — Equipe états-unienne de coordination de la sécurité) est là « non pas pour apprendre à combattre Israël, mais pour maintenir l'ordre et la loi, respecter tous les citoyens et faire régner la loi afin qu'ils puissent vivre en sécurité et en paix avec Israël. »

La mission de cette force policière est avant tout le contrôle de tout mouvement populaire. Certains commentateurs occidentaux n'ont pas manqué de noter la faiblesse des manifestations de protestation des habitants de Cisjordanie lors de l'agression meurtrière contre Gaza fin 2008.

Là encore Dayton explique :

« Pendant cette période, les Israéliens ont gardé un 'profil bas' ; chaque jour, ils se coordonnaient avec les forces de sécurité palestiniennes. Par exemple, le commandant palestinien appelait le commandant israélien pour lui dire "Une manifestation se déroulera du point A au point B. Elle passe près du check-point de Bet El. Nous apprécierions si, pendant deux heures, vous pouviez quitter le check-point afin que nous puissions contrôler la manifestation, ensuite vous pourrez reprendre position."

Dayton rapporte ensuite les propos d'un officier israélien : « L'USSC est en train d'accomplir un travail formidable. Plus les Palestiniens feront le boulot et moins nous devons le faire ». [2]

La mission première de Fayyad ne devrait faire aucun doute : il est là pour contribuer à réunir les différentes conditions favorables à la liquidation de toute résistance authentique, quelle qu'en soit la forme, violente ou non violente.

Il n'est évidemment pas seul à la manœuvre et bénéficie de l'appui encore nécessaire de Abbas, du soutien contraint et pas toujours enthousiaste du Fatah et de la complicité plus ou moins discrète de dirigeants d'ONG dont la survie dépend de l'USAID ou de l'argent de Fayyad.

Quant à la « gauche palestinienne », elle semble n'avoir comme seule stratégie que réclamer l'unité et la réconciliation, refusant d'admettre que, dans les présentes circonstances, toute réconciliation ne pourrait se faire que sur le dos de la Résistance et au détriment des droits fondamentaux du Peuple palestinien.

Fayyad est un jalon important dans la mise en place d'une Autorité dépolitisée, une simple administration de gestion du quotidien des Palestiniens « sous sa forme techniciste éloignée de tout engagement patriotique » [3]. C'est aussi ce que dit Azmi Bishara : « L'ancien officiel de la Banque mondiale, qui se vante d'être pragmatique, offre des solutions au jour le jour à la place d'une cause nationale ».

Pour autant, dans cette « gestion du quotidien », la relative amélioration de certains aspects de la vie des habitants de Cisjordanie, par la levée temporaire de certains barrages à l'entrée des villes palestiniennes et par la permission donnée aux Palestiniens d'emprunter certains segments de routes précédemment réservées aux seuls Israéliens, n'a pas modifié en profondeur la situation des Palestiniens ordinaires dont l'immense majorité ne fréquente pas les dancings de Ramallah où le coca se paye 4 € et ne pourra pas devenir propriétaire d'un appartement à Rawabi.

Aussi, dans un contexte global d'intensification de la chasse aux militants du Hamas et plus généralement de la répression à l'encontre de tous ceux qui contestent sa politique de complicité active avec l'occupation, Fayyad doit donner le change et ne peut pas être réduit au rôle de collaborateur actif et dévoué de l'occupant.

Neutraliser la résistance populaire

Il a donc décidé d'occuper, pour mieux les neutraliser, les deux terrains où s'exprime aujourd'hui la lutte contre l'occupation en Cisjordanie : d'une part « la résistance populaire » et d'autre part le boycott d'Israël.

Diverses luttes ont été spontanément engagées à partir de 2002 par des villageois confrontés aux premiers travaux de construction du mur (Jayyous, Bil'in...). Elles ont souvent pris la forme de manifestations régulières contre le mur, pour la défense du libre accès aux terres et aux villages de plus en plus cernés par les colonies. Ignorées des principales factions politiques et méprisées par l'Autorité, elles sont restées isolées pendant plusieurs années.

Stop the Wall Campaign, puis l'appel BDS en 2005 ont été les premiers à tenter de relier entre elles ces recherches d'une alternative d'une part à la faillite de la stratégie des négociations de paix et d'autre part à l'impossibilité d'une participation populaire à la deuxième Intifada militarisée. Mais la situation a changé. Les négociations sont devenues inexistantes et l'isolement des actions armées a mené la deuxième Intifada dans l'impasse.

Depuis quelques temps, Stop the Wall et BDS sont confrontés à la concurrence de deux organismes : le Comité national et le Comité de coordination. Le premier a été créé par le Fatah dès 2005 et a été réactivé depuis sa dernière conférence nationale, après l'été 2009. Le second est sous le contrôle du gouvernement de Fayyad et il prétend vouloir organiser l'ensemble des responsables des comités populaires de Cisjordanie.

Fayyad ne lésine pas sur l'utilisation de l'argent et les différents comités populaires ne sont pas logés à la même enseigne dans la distribution ! Comme le dit avec franchise Mohamed Kattib, l'un des leaders du comité de Bil'in soutenu par l'Autorité, « La pression médiatique et l'argent qui a coulé à flot ont créé des tensions. Chacun veut sa part... » [4].

Et puis, la répression des manifestations par l'armée israélienne aboutit à de nombreuses destructions et à des arrestations. Il faut rémunérer des avocats, payer les cautions et les amendes, rendre visite aux prisonniers dans des prisons israéliennes éloignées, etc.

Tout cela coûte cher et celui qui paye entend bien en tirer un avantage politique. On peut le constater en étudiant les déclarations finales des conférences internationales qui se sont tenues à Bil'in ces dernières années. Quand la présence de Fayyad en 2009 et l'absence de l'Autorité palestinienne dans la lutte sur le terrain avaient fait l'objet de critiques acerbes et que la conférence avait alors mis la priorité sur la campagne BDS, 2010 a confirmé l'influence croissante de l'Autorité sur de nombreux comités populaires.

En mobilisant des moyens financiers importants et en n'hésitant pas à user de la répression sélective contre certains dirigeants, avec souvent la complicité active des forces de l'occupation, Fayyad semble avoir réussi là où Mustapha Barghouti et le Fatah avaient échoué dans leurs tentatives de récupération.

En avril 2010 à Bil'in, les porte-paroles de BDS ont assisté à la rétrogradation de leur action au deuxième rang et vu un « boycott des produits israéliens provenant des colonies » se substituer au boycott d'Israël !

Fayyad est donc l'homme orchestre d'un dispositif qui permet de faire des projets de zone industrielle, des projets de développement touristique, qui favorisent le boom de l'immobilier et des commerces de luxe à Ramallah... mais un dispositif qui ne met pas fin à l'occupation et qui n'empêchera pas l'armée israélienne, si elle le décide demain face à une nouvelle révolte populaire palestinienne, de détruire toute cette pacotille dont seule tire profit aujourd'hui une petite élite palestinienne qui ambitionne de trouver sa place dans le projet néolibéral de Grand Moyen-Orient.

La réalisation du plan néolibéral de Fayyad passe évidemment par la liquidation de toute résistance authentique, puisque ce plan intègre l'occupation israélienne comme un état de fait inébranlable. [5]

(A suivre...)

27-08-2010

[Pierre-Yves Salingue](#)

1-4 Pierre-Yves Salingue : Les fantassins français de Salam Fayyad.

Les partisans européens de la Collaboration palestinienne avec l'Etat d'Israël suivent la même logique que celle qui a conduit les Etats-Unis à imposer Salam Fayyad comme Premier ministre *de facto*. Ils feignent donc de croire que sa politique reflète un choix des Palestiniens et passent ainsi par pertes et profits les revendications légitimes de tout un peuple.

Dans le second volet de son étude, Pierre-Yves Salingue analyse notamment, à titre d'exemple, le discours biaisé d'un intellectuel français, Dominique Vidal.

Cet article fait suite à 1. « [A quoi sert Salam Fayyad ?](#) »

« Solidarité critique » ?

Solidarité critique. Tel est le titre donné par Dominique Vidal à la présentation d'une récente publication de l'AFPS (Association France Palestine Solidarité).

Il y condamne une confusion entre « *solidarité et inconditionnalité* », écrivant notamment « *nous nous sommes interdits d'analyser et de critiquer les aspects négatifs de l'action du Fatah et de l'OLP* ». Pour être complet, Dominique Vidal aurait pu noter que cet « interdit » fut largement appliqué à certains qui ne peuvent se reconnaître dans le « nous » et qui osaient critiquer, inévitablement accusés de ne pas respecter « *le choix des Palestiniens* » quand ce n'était pas de « *faire le jeu d'Israël* » !

Cette prise de conscience, certes un peu tardive, devrait logiquement préserver des rechutes dans l'erreur similaire. D'ailleurs, usant d'une symétrie un peu sommaire, Dominique Vidal dénonce la répétition de l'erreur avec le Hamas, par « *certaines, dans le mouvement de solidarité* ».

Mais si le soutien du mouvement de solidarité doit aller au Peuple palestinien et non « *au Fatah, au Hamas ou à toute autre composante du mouvement national* », comment pourrait-il aller à la politique de Fayyad ?

Car si un individu ne représente pas « *le choix des Palestiniens* », c'est bien lui !

On a rappelé plus haut les conditions dans lesquelles il a été substitué au Premier ministre du Hamas légitimement désigné par la majorité élue au Conseil législatif palestinien et comment il a été imposé à toutes les composantes du mouvement national. Et pourtant, la prudente réserve a fait place à un soutien encore discret.

A son égard, il n'y a ni hostilité ni défiance et on peut même entendre et lire de curieuses louanges.

Déjà en 2008 à Bil'in, aux côtés de Luisa Morgantini, admiratrice de Fayyad dès la première heure, Bernard Ravenel, alors président de l'AFPS, se félicitait d'avoir pu « voir intervenir et discuter librement, en évitant toute attitude dénonciatrice de l'autre, à la fois des représentants de l'Autorité palestinienne à commencer par le Premier ministre Salam Fayyad... ».

Pas d'état d'âme donc pour rendre hommage à l'employé de l'impérialisme, mis en place à la faveur d'un putsch. Bernard Ravenel se permettait même de regretter l'absence du Hamas « invité mais qui n'a pas répondu », oubliant probablement que suite à l'état d'urgence décrété par Abbas, les militants du Hamas de Cisjordanie étaient pourchassés par les forces de sécurité de l'Autorité Palestinienne et que ses parlementaires étaient dans les geôles israéliennes... Cet emprisonnement permettant d'ailleurs à l'imposteur Fayyad d'être à la tribune ! Ces trois dernières années, nombreuses sont les délégations d'élus locaux, d'associatifs, de femmes, etc. qui n'ont vu aucun problème à rencontrer tel ou tel « ministre » de ce gouvernement sans aucune base constitutionnelle légale, le top étant évidemment de rencontrer Fayyad lui-même.

Les visites diplomatiques sont une chose mais ne valent pas légitimation politique, me dira-t-on. Et bien, pour ce qui est de la légitimation politique, c'est chose faite.

C'est Dominique Vidal qui a délivré le certificat de bonne conduite à Fayyad, avançant progressivement à l'occasion de différentes communications. Dans un rapport présenté devant le Conseil national de l'AFPS en septembre 2009, Dominique Vidal a parlé de l'action de Fayyad comme une des « tentatives » qui se manifestent chez les Palestiniens pour échapper à l'échec de leur stratégie. De Fayyad il dit : « cette tentative peut être appréciée de diverses façons mais il ne serait pas sérieux de la qualifier purement et simplement de "collabo" ». Il note également que Fayyad avait acquis une certaine popularité « grâce aux améliorations apportées à la vie quotidienne en Cisjordanie. »

Quelques mois plus tard, l'image de Fayyad s'embellit. Devant les militants des comités locaux de l'AFPS réunis en mai 2010, évoquant Bil'in symbole de « la résistance populaire non armée », Dominique Vidal commente : « Cette dernière bénéficie du soutien actif du Premier ministre Salam Fayyad qui l'intègre à sa stratégie ». Plus loin, il explique la popularité croissante de Fayyad par « les améliorations qu'il apporte au niveau de vie et de sécurité en Cisjordanie et en raison de sa gestion de la résistance : boycott des produits des colonies, investissements dans la zone C, etc. »

La porte a été entrouverte et il ne reste plus qu'à s'y engouffrer pour passer au soutien affirmé.

Dans un document public diffusé lors d'un colloque au Palais du Luxembourg en juin, intitulé *La résistance populaire non violente en Palestine en 2010* [1], l'AFPS écrit : « Depuis l'été 2009 la résistance populaire est devenue un axe du projet politique du Premier ministre, articulé avec le financement de projets de développement pour aider les Palestiniens à résister en restant sur leurs terres d'une part, le lancement du boycott des produits des colonies et des emplois qu'elles offrent encore d'autre part ».

Plus loin on peut lire : « L'Autorité favorise la coordination de nombreux comités, elle les soutient financièrement... des membres du gouvernement participent aux manifestations, à la plantation d'arbres... Le poids, l'avenir de la résistance populaire s'en trouvent profondément modifiés. »

« Profondément modifiés » en effet ! Car comme l'expliquent différents militants précités, l'engagement de l'Autorité Palestinienne dans la résistance populaire, c'est d'abord pour la contrôler et la canaliser.

Comment est-il possible d'oublier les circonstances de la désignation de Fayyad ?

Comment est-il possible d'ignorer les actions répressives des forces de sécurité palestiniennes, la collaboration active de cette force de police avec les forces de l'occupant pour repérer, pourchasser et arrêter des militants du Hamas, du FPLP etc. ? [2]

Comment peut-on confondre le légitime désir de voir la vie quotidienne s'améliorer un peu avec un soutien populaire à Fayyad ?

Comment peut-on confondre une tentative (pas encore aboutie) de prise de contrôle des comités populaires au moyen de l'argent avec un soutien financier transparent à la lutte ?

Comment peut-on croire à la fable des « projets de développement » sans même se poser la question du développement possible sous occupation coloniale et dans une situation où l'économie locale reste totalement dépendante de celle des occupants ?

Comment peut-on se laisser prendre par le « cinéma » de l'Autorité Palestinienne dans la zone C, quand elle a pendant 15 ans ignoré l'existence des Palestiniens dans cette partie de Cisjordanie que les accords d'Oslo avaient laissés soumis à la seule « administration » de l'armée et de la police israéliennes et qu'il en résulte que ce show est principalement destiné aux médias à la botte et à ceux qui les croient, puisque aujourd'hui à peine 5 % des Palestiniens de Cisjordanie résident encore en zone C ?

Quant aux zones densément peuplées, y améliorer les conditions de survie ne représente aucunement une « troisième voie » et s'adapte parfaitement à la vision israélienne de l'Etat-croupion, morcelé et sans souveraineté.

En réalité ce ralliement honteux est justifié comme l'était le précédent : que voulez-vous, « c'est le choix des Palestiniens ».

Dominique Vidal-Sepiha est un militant sioniste, collaborateur du « Monde diplomatique », dont il fut rédacteur en chef adjoint jusqu'en 2005. Au cours des deux dernières décennies, son journal en général et lui en particulier, se sont efforcés de ne plus présenter Israël uniquement comme un acteur géopolitique, mais de publier des articles sur la société israélienne et ses contradictions. Ce travail de relations publiques vise à faire aimer les

Israéliens par un lectorat réputé pro-palestinien. A terme, il s'agit de conduire les lecteurs du soutien aux droits inaliénables du Peuple palestinien au soutien à la politique de collaboration de l'Autorité palestinienne.

L'argument du « choix des Palestiniens »

« *Il faut respecter le choix des Palestiniens* »

On a beaucoup lu et entendu cette expression, pendant toutes ces années qui ont suivi les accords d'Oslo, quand la marche triomphale à la paix exigeait d'écarter tous les râleurs qui mettaient en garde et parlaient de l'écart qui se creusait entre le discours et la réalité sur le terrain, puis dans les années 2000, après le déclenchement de la deuxième *intifada*, quand il fallait faire taire celles et ceux qui dénonçaient la futilité des négociations, des rencontres et des projets d'accord « *pour la paix* » qui masquaient la réalité de la colonisation et du nettoyage ethnique en cours.

La formule péremptoire devait mettre un terme à toute interrogation critique sur la politique mise en œuvre par la direction palestinienne et sur les conséquences en matière de solidarité. L'OLP était « *l'unique représentant légitime du Peuple palestinien* » et Arafat était intouchable. D'ailleurs, la représentante de la Palestine était d'accord et cautionnait la ligne suivie. Alors...

La formule est de retour.

C'est Denis Sieffert qui la recycle dans un article de *Politis* [3].

Comme pour faire le contrepoint au très bon article de Clémentine Cirillo Allahsa [4] —paru dans le même numéro de l'hebdomadaire— qui ne laisse guère place aux illusions quant aux intérêts défendus par l'Autorité, Denis Sieffert y brosse un portrait plutôt élogieux de Salam Fayyad. Notant qu'il « *s'inscrit habilement dans l'air néolibéral du temps* », Denis Sieffert écrit : « *on peut regretter que la marche vers l'Etat palestinien n'emprunte pas des chemins plus directs* »... mais « *la situation étant ce qu'elle est, on ne peut pas s'ériger en juge des choix palestiniens* ».

Cette fois, la ficelle est encore plus grosse, car la situation a changé. La direction de l'OLP était celle d'un mouvement de libération. Certains —et je partage leur avis— avaient depuis longtemps dénoncé sa bureaucratisation, sa faillite dans sa mission, sa corruption, son abandon de toute stratégie révolutionnaire de libération nationale, etc. mais c'était un mouvement dans lequel l'immense majorité des Palestiniens et notamment les réfugiés avait fondé l'espoir de la libération de la terre de Palestine.

A tort ou à raison, Arafat et le Fatah ont longtemps incarné cet espoir. Au fil du temps et du fait de choix stratégiques catastrophiques, ils l'ont bradé et ont perdu la légitimité initiale. Mais pour beaucoup, ceci n'est devenu clair que lors de la défaite du Fatah aux élections de 2006.

Depuis, chacun peut constater la crise stratégique profonde du mouvement national et pas seulement du Fatah. Aucune alternative stratégique n'a émergé sur les décombres provoqués par l'accord d'Oslo, la voie des négociations n'est qu'une impasse que la colonisation croissante de la Cisjordanie et le blocus de Gaza ont transformé en piège mortel pour les Palestiniens et Abbas se débat au milieu des ruines du désastre politique que chacune de ces initiatives aggrave.

Du côté des forces politiques islamiques, si le Hamas refuse de céder au chantage du blocus et s'il affirme de plus en plus sa domination à Gaza, il se retrouve piégé par des résultats qui l'ont mis en situation de gestionnaire d'une institution mise en place contre les intérêts des Palestiniens. Et il ne semble pas non plus capable de proposer l'orientation politique qui permettrait la mobilisation à la hauteur des attaques subies, tant par les réfugiés de l'extérieur que par les Palestiniens de 48 et par ceux de Cisjordanie, de Jérusalem et de Gaza. Abbas et son équipe de négociateurs professionnels répètent en bégayant la demande de l'Etat palestinien indépendant, mais qui peut croire que ceux qui ont été battus aux élections de 2006 incarnent aujourd'hui « le choix palestinien » ?

Reste donc Fayyad qui ne peut exprimer un quelconque choix palestinien.

Fayyad n'est ni le choix des Palestiniens ni même celui de « *certaines Palestiniens* ». Fayyad est tout simplement le choix du gouvernement des Etats-Unis, de l'Europe et du FMI : bref, c'est le choix de l'impérialisme.

En un certain sens, on peut être d'accord avec Dominique Vidal. Ce n'est pas vraiment un « collabo ». Il n'est pas issu du mouvement national et n'a jamais participé à une quelconque lutte. Il est là en mission, comme avant à la Banque mondiale, puis au FMI. Il ne collabore pas, il défend sa classe.

Comme l'écrit Azmi Bishara, Fayyad est « *l'employé de la communauté internationale* ». On peut aussi citer Nabil Amr (un fin connaisseur !) : « *Fayyad est un simple entremetteur de l'aide occidentale... mais il tient les cordons de la bourse.* »

On l'a doté de quelques moyens pour rendre momentanément l'occupation plus douce, il peut faciliter les mouvements des Palestiniens sous réserve de construire des routes qui renforcent la colonisation et permettent aux forces israéliennes de mieux les contrôler.

Quand il développe des projets comme dans le tourisme à Bethléem, c'est en accord avec les Israéliens qui peuvent ainsi troquer l'uniforme de l'occupant contre le costume de « *partenaire économique* ».

En vérité, la politique actuelle de Fayyad n'est aujourd'hui possible que sur la base de la défaite, de la démoralisation, du chantage financier et de la répression.

Il est là pour poursuivre le travail d'affaiblissement du Peuple palestinien, la division Gaza /Cisjordanie et maintenant la fragmentation en cantons isolés, autant d'étapes de la destruction des bases matérielles nécessaires au maintien d'une conscience politique fondée sur le sentiment d'appartenance à une lutte collective de libération nationale.

Un « *choix palestinien* » si utile pour vendre « *la solution* »

Cette fois ci donc, la thèse du « *choix des Palestiniens* » est difficile à défendre.

Mais il faut pourtant que « *la solution* » envisagée pour régler définitivement la question palestinienne apparaisse comme résultant d'un choix des Palestiniens, au moins de quelques-uns qu'on adoubera et à qui on donnera une « *légitimité* ».

La crise du mouvement national, la déconfiture du Fatah, l'échec de la tentative de constituer une « troisième voie » dotée d'une base populaire significative, l'effondrement des diverses tentatives de fabriquer de toute pièce des successeurs à Arafat et le refus jusqu'à ce jour d'accepter le Hamas dans le jeu de la négociation... Tout ceci complique sérieusement l'adoption d'une « *solution* » censée mettre un terme définitif au conflit, alors qu'elle ne répond à aucune des exigences fondamentales palestiniennes.

Car tel est l'enjeu : il faut imposer une solution et pas n'importe laquelle !

Dominique Vidal l'affirme dans son rapport introductif à la Conférence des groupes locaux de l'AFPS tenue à Ivry le 29 mai 2010 :

« Reste à savoir si la Maison-Blanche voudra et saura se servir de ces évolutions comme d'un tremplin pour imposer **un règlement dont nul n'ignore les termes**. Car ils figurent dans les résolutions de l'ONU, les accords israélo-palestiniens et la Feuille de route du Quartet : retrait de l'armée et des colons israéliens des Territoires occupés en juin 1967, établissement d'un État palestinien dans ces frontières et avec Jérusalem-Est pour capitale, solution juste pour le droit des réfugiés de 1948 et de 1967... ».

La juxtaposition des textes auxquels il est fait référence laisse un peu perplexe : toutes les résolutions de l'ONU ? Quels « *accords israélo-palestiniens* » ? Et l'initiative arabe ? Etc.

Mais la référence à la Feuille de route suffit pour comprendre ce dont il est question quand on écrit « *règlement dont nul n'ignore les termes* ». Dans ce qui lui tient de préambule, les auteurs de la Feuille de route ont écrit : « *un règlement du conflit israélo-palestinien prévoyant deux États ne verra le jour que lorsque le peuple palestinien aura des dirigeants qui agiront de façon décisive contre le terrorisme et auront la volonté et la capacité de construire une véritable démocratie fondée sur la tolérance et la liberté* ». [Texte intégral de la Feuille de route du Quartet, Réseau Voltaire, 30 avril 2003.]

Tout était dit ou presque.

Comme l'écrit Jean-François Legrain : « *L'Etat n'est plus un droit des peuples issu de celui à l'autodétermination garanti par la Charte des Nations unies. Il est réduit à n'être que la récompense hypothétique pour l'accomplissement d'un processus exigé du peuple concerné* ». [5]

La reprise annoncée des négociations bilatérales, qui étaient la première étape de la Feuille de route, semble signifier qu'Abbas et Fayyad ont subi l'examen de passage avec succès.

Aujourd'hui que peut-être « les Palestiniens » ont satisfait aux exigences sécuritaires, on va passer aux points suivants. Mais en réalité tout est réglé du fait de l'évolution de la situation sur le terrain !

C'était évidemment l'objectif n°1 car la Feuille de route obéit à un principe non-dit mais intangible, déjà présent dans les accords d'Oslo : les questions fondamentales du conflit ne seront abordées dans la négociation que quand elles auront été réglées dans les faits au bénéfice d'Israël !

Et c'est bien ce qui s'est passé ! Pendant que les Palestiniens « arrêtaient les violences », « *démocratisaient les institutions* », désarmaient les résistants, « *réformaient* » les services de sécurité, etc. les sionistes construisaient plus de colonies, plus de routes de contournement, renforçaient le mur, expulsaient les paysans de la vallée du Jourdain, les Bédouins du Nakhab, les habitants de Jérusalem, etc.

Au demeurant, autant la Feuille de route détaille les conditions imposées aux Palestiniens pour pouvoir avancer vers un « *statut permanent qui marquera la fin du conflit* » autant les obligations d'Israël sont vagues sinon dérisoires : c'est ainsi que sur la question des colonies la seule chose concrète affirmée est que doivent être démantelées « les colonies érigées depuis mars 2001 ».

Quant aux droits fondamentaux des trois composantes du Peuple palestinien :

du droit à l'autodétermination, il n'est même pas question ;

la situation des Palestiniens citoyens d'Israël n'est pas abordée ;

le droit au retour est ainsi résolu : « *une solution acceptée, juste, équitable et réaliste de la question des réfugiés* ».

Est-ce là « *la solution juste pour les réfugiés* » dont parle Dominique Vidal ?

C'est à coup sûr la conception d'Abbas et de Fayyad qui parlent de « *solution juste et convenue* » et de « *retour dans l'Etat palestinien* ».

Ce n'est évidemment pas l'application du « *droit au retour des réfugiés sur leurs terres et dans leurs foyers* ».

D'ailleurs, la Feuille de route ne fait aucune référence à la résolution 194 [6], seules les résolutions 242 [7], 338 [8] et 1397 [9] sont évoquées. Elle ne dit rien sur le sort des milliers de prisonniers mais elle n'oublie pas de conclure sur le fait que « *dans le contexte d'un accord de paix général entre Israël et la Palestine, les pays arabes acceptent le principe de la normalisation de leurs relations avec Israël* ».

C'est ça « *l'Etat palestinien indépendant* » !

C'est ça « *le règlement dont nul n'ignore les termes* » !

Croit-on vraiment que les Palestiniens vont l'accepter ?

Est-ce le rôle d'un mouvement de solidarité de les y contraindre ?

Non seulement la solution est connue, mais les moyens d'y parvenir aussi !

Pour Dominique Vidal « *la situation sur le terrain est bloquée* », aussi bien en Israël qu'en « *Palestine* » (on suppose qu'il s'agit des territoires occupés en 67 : Cisjordanie et Gaza).

Radicalisation à droite côté israélien, impasse stratégique côté palestinien.

L'issue serait donc à chercher ailleurs : « *en tout cas, la solution, si elle doit intervenir, dépend essentiellement de la Communauté internationale* » écrit –il.

Peut-être s'agit-il d'une interprétation paradoxale du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » ?

Comme les Palestiniens semblent incapables d'obtenir un Etat que d'ailleurs les Israéliens leur refusent, on va leur octroyer quelque chose qu'on appellera « Etat ».

Cette hypothèse n'est pas nouvelle.

Elle a été partagée (et l'est encore) par de nombreux dirigeants palestiniens, principalement du Fatah mais pas seulement et aussi par de nombreux politiciens occidentaux et par des responsables du mouvement de solidarité. Elle repose sur deux piliers.

Le premier, fondamental, est celui d'une acceptation définitive de la situation créée au lendemain du vote du partage de la Palestine par l'ONU en novembre 1947.

Il est établi une fois pour toutes qu'il existe un « *Etat juif* » et que le seul problème réside dans le manquement de la Communauté internationale à ses responsabilités : elle a permis la création de l'Etat d'Israël mais elle n'a pas imposé l'Etat arabe (palestinien).

Ancrer l'application du droit international pour les Palestiniens dans la décision du partage, c'est éviter de traiter l'Etat d'Israël comme un Etat colonial qui a été imposé par la force.

C'est le plus sûr moyen d'écarter le vrai droit à l'autodétermination du Peuple palestinien, en cantonnant l'application possible de ce droit à un territoire amputé d'une grande partie des terres et des ressources qui devraient être le cadre de l'expression de ces droits, en l'occurrence la totalité de la Palestine du mandat britannique.

Ceux qui acceptent le partage aujourd'hui entérinent la forfaiture commise par les Nations Unies qui n'avaient aucun droit de priver les habitants autochtones de la Palestine de leurs terres et de leurs richesses.

Au demeurant, aucun de ceux qui invoquent la décision de partage pour demander la création de l'Etat palestinien ne propose d'établir cet Etat en respectant les termes du vote de 1947. Tous, sans exception, parlent des « *frontières de 67* », légitimant ainsi les conquêtes territoriales des forces sionistes, bien au-delà des limites tracées dans la décision de partage et y compris les conquêtes acquises par la terreur et la violence avant la proclamation de l'Etat d'Israël et avant le déclenchement de la 1ère guerre israélo-arabe .

Ceci démontre, s'il en était encore besoin, que « *le respect du droit international* » leur sert d'abord à protéger l'Etat colonial sioniste et très secondairement à consoler les Palestiniens du vol des terres et du nettoyage ethnique dont ils ont été victimes.

C'est tenter de masquer une histoire de vol de terres qui n'étaient pas du tout « *sans peuple* » au moyen d'un autre acte de piraterie ayant toutes les apparences de la légalité puisqu'il émane de l'instance la plus élevée de la communauté internationale.

Le deuxième pilier est celui du rôle prêté à la principale puissance impérialiste.

La direction palestinienne en a fait une option stratégique : il fallait démontrer au décideur états-unien qu'il était dans ses intérêts d'être « *un arbitre honnête* » du conflit, quitte à renoncer à l'essentiel des revendications fondamentales du mouvement national pour convaincre les présidents successifs.

Ce choix catastrophique, effectué bien avant Oslo, est à l'origine de la crise du mouvement national palestinien et de son tragique isolement.

C'est ainsi que, depuis de nombreuses années, les négociateurs palestiniens et divers « *spécialistes du Moyen-Orient* » auscultent et décryptent les propos des dirigeants états-uniens, dans l'espoir futile d'y déceler l'expression qui annoncerait « *le tournant* » espéré.

« *Bush a changé, il veut une solution qui passe par un vrai Etat, véritablement indépendant, pas des bantoustans épars* » écrit Elias Sanbar, dans *L'Humanité* [10], plusieurs mois après la lettre de Bush à Sharon [11] dans laquelle il écrit : « *il serait irréaliste de s'attendre à ce que les pourparlers se terminent par un retour absolu aux lignes d'armistice de 1949* » !

L'arrivée d'Obama à la Maison-Blanche a relancé les supputations les plus naïves.

Le discours du Caire [12] a alimenté une nouvelle vague d'optimisme illusoire, les formules d'Obama semblant à beaucoup plus importantes que sa politique réelle en Afghanistan et en Irak.

Bien qu'affirmant vouloir « *dissiper toute illusion* » Dominique Vidal semble bien en avoir partagé quelques-unes, notamment quand il déclarait dans un entretien de décembre 2009 dans le bulletin *Voix palestiniennes* (Génération Palestine) qu'il était trop tôt « *pour porter un jugement global* » sur la politique d'Obama à l'égard du conflit, tout en affirmant qu'on avait « **la présidence américaine sans doute la plus ouverte à la cause palestinienne de l'histoire des Etats Unis** ».

On est bien au-delà de l'affirmation d'un intérêt pour les Etats-Unis à régler ce conflit pour mieux faire face aux autres affrontements inscrits dans la situation régionale, — thèse qui mérite la discussion —, il est ici affirmé une ouverture du gouvernement des USA à « *la cause palestinienne* » !

Sachant que la cause palestinienne est celle de l'émancipation des peuples et de leur droit à la résistance contre la guerre totale que leur mène l'impérialisme, on reste un peu étonné du propos !

Dans cette perspective où les peuples concernés ne sont pas autorisés à choisir la solution qui leur convient mais où c'est la communauté internationale qui va l'imposer, il convient donc de trouver des points d'appui pour donner une apparence de justice à la contrainte.

L'un correspond à un besoin de légitimation. Le peuple opprimé a été empêché d'obtenir ses droits par lui-même et la solution envisagée n'est pas du tout conforme à ce qu'il trouve légitime. Il faut donc trouver le

« *représentant* » qui va revendiquer à peine plus que ce qu'on entend lui donner et qui finalement acceptera de consacrer le refus de voir ses droits reconnus.

Ce qu'ils n'ont finalement pas obtenu d'Arafat, ils espèrent l'avoir d'Abbas. Fayyad est un allié utile dans la manœuvre d'ensemble.

L'autre point d'appui, c'est « *l'opinion, les partis et associations* » car ensemble ils peuvent « *faire pression* » sur les gouvernements et les organisations où ils dialoguent (ONU) explique Dominique Vidal à la conférence des groupes locaux de l'AFPS.

Dans son introduction au Conseil national de l'AFPS en septembre 2009, Dominique Vidal était encore plus précis sur la mission attribuée au mouvement de solidarité : « *Il s'agit à la fois d'accompagner avec vigilance la relance du processus de paix par Washington et de permettre à Bruxelles de jouer un rôle moteur.* »

17 ans après la farce de Washington, 4 ans après l'attaque meurtrière contre le Liban et 18 mois après les crimes de guerre contre la population de Gaza, il faut être passablement culotté pour oser appeler à « *accompagner* » un « *processus de paix* » qui n'a jamais existé autrement qu'en tant que fiction destinée à masquer un processus réellement existant : celui de la colonisation sioniste et en conséquence de la destruction du Peuple palestinien. Quant à « *confier un rôle moteur à Bruxelles* » point n'est besoin de revenir très loin en arrière pour mesurer à quel point les Palestiniens n'y ont aucun intérêt !

Qu'est-ce qui permet à Dominique Vidal de qualifier « *d'une des déclarations les plus avancées de l'histoire de l'Union* » la conclusion du conseil adoptée en décembre 2009 ?

Quoi de neuf pour mériter tant d'enthousiasme ?

Un sempiternel appel à la relance des négociations, le soutien à « *la démarche de paix* » d'Abbas, l'engagement en faveur de la sécurité d'Israël, les félicitations au gouvernement israélien pour son moratoire de dix mois sur la colonisation, un paragraphe sur Gaza avec condamnation du blocus et de ses effets sur la population, l'habituelle reconnaissance des exigences de sécurité d'Israël et l'exigence de libération de Shalit...

Et comme toujours, la formule qui subordonne à « *la négociation entre les parties* » l'éventuelle remise en cause de tout ce qui relève pourtant de la légalité internationale.

Au cours du Conseil, il y a eu une discussion dont la conclusion constitue un indicateur intéressant de l'attitude réelle des dirigeants européens à l'égard de la question. La présidence suédoise a proposé de mentionner Jérusalem-Est comme « *capitale d'un futur Etat palestinien* ». Cette proposition jugée dangereuse par Ayalon, ministre des affaires étrangères israélien, n'a pas été retenue.

Quant au Parlement européen, le vote récent d'une résolution est une nouvelle illustration de sa totale complicité dans la mise en œuvre du dispositif visant à priver le Peuple palestinien de ses droits.

Cette résolution, présentée comme une condamnation de l'opération israélienne contre la flottille humanitaire et le blocus de Gaza contient les appréciations suivantes [13] :

- Déploie la mort de civils et les blessures subies par « *38 civils ainsi que sept soldats israéliens* » (!)
- Considère que la fermeture des accès à la Bande de Gaza « *fermés depuis juin 2007, après que le Hamas eut pris militairement le pouvoir* » n'a pas atteint ses objectifs qui étaient d'une part « *la libération de Gilad Shalit* » et d'autre part de « *porter un coup aux extrémistes* » (!)
- Rend le Hamas coupable de « *faire obstacle à l'entrée à Gaza de la cargaison humanitaire de la flottille* » (!)
- « *demande que toutes les attaques contre Israël cessent immédiatement et avertit que ceux qui les commettent doivent assurer pleinement leurs responsabilités* » (!)
- Et invite le quatuor à mettre en place un dispositif de contrôle international des points de passage en vue de lever le blocus et d'aborder les préoccupations d'Israël en matière de sécurité, notamment en déployant une force navale internationale pour surveiller le rivage de Gaza.

La dite résolution a été votée à une immense majorité, y compris par le groupe Verts/ALE et le groupe GUE/NGL dont plusieurs députés se sont félicités de l'adoption de cette « *résolution unitaire et forte* ».

L'absence de la demande de suspension de l'accord UE-Israël, pourtant présentée comme la revendication phare de l'action de soutien aux Palestiniens, est expliquée comme un compromis nécessaire, l'absence de dépôt d'amendement sur le sujet permettant « *d'éviter que la droite n'affaiblisse le texte en plénière* » !

A leur décharge, les auteurs de cette pantalonnade expliquent que cette stratégie avait reçu le soutien des « *représentants palestiniens* » eux-mêmes (Ziad Abu Amr et Hasan Abu-Libdeh) ajoutant que Leila Shahid « *n'avait pas ménagé son temps pour faire du porte à porte et convaincre les députés de soutenir la résolution* ».

Si on résume la mission attribuée par Dominique Vidal au mouvement de solidarité :

Il faut convaincre Obama d'abandonner une politique en « *zigzags* » et lui faire comprendre qu'il est dans les intérêts des USA d'imposer une solution au conflit israélo-palestinien. Les discours sont bons, mais l'Administration US ne les traduit pas en actes, on doit l'y aider en quelque sorte !

Quant à l'Europe, son problème n'est pas qu'elle avance en « *zigzags* », c'est qu'elle fait « *le grand écart* » entre des déclarations prometteuses et des actes « *qui méritent réflexion* » comme la décision d'accepter Israël dans l'OCDE ! [14]

Après avoir été utilisé, pendant des années, comme un auxiliaire du prétendu processus de paix qui a paralysé la capacité de lutte palestinienne et qui a débouché sur la catastrophe actuelle, le mouvement de solidarité est aujourd'hui invité à jouer un rôle actif dans la conclusion d'un accord qui marquerait l'enterrement définitif des exigences palestiniennes.

Les militants de la solidarité vont-ils accepter de se prêter à ces manœuvres ?

Sont-ils d'accord pour confier la défense des droits des Palestiniens au patron de l'impérialisme états-unien, fût-ce avec leur « *accompagnement vigilant* » ?

Croient-ils vraiment que prendre une place dans le business de la paix a quelque chose à voir avec le soutien à la lutte du peuple palestinien ?

(A suivre...)

31 août 2010

<http://www.voltairenet.org/article166845.html>

1-5 Yahia Gouasmi : L'influence du lobby pro-israélien aux États-Unis. Et en France... ?

Le journal Le Monde du 03/09/2010, et Libération du 01/09/2010, ont consacré chacun un article de près d'une page sur le poids du lobby sioniste aux États-Unis, et son influence sur la politique étrangère américaine. Nous apprenons ainsi que pour resserrer les liens entre l'administration Obama et Israël, Susan Sher, secrétaire générale de Michelle Obama (l'épouse du Président), a été chargée de faire la liaison entre les élus juifs et les associations du même type. De leur côté, Dan Shapiro, responsable du dossier israélo-palestinien au Conseil national de Sécurité, et Dennis Ross, conseiller spécial du Président, participent chaque semaine à une conférence téléphonique avec les dirigeants des principales organisations sionistes américaines. On apprend également, par une note du département d'État, que l'administration Obama a accordé cette année 3 milliards de dollars à Israël pour sa sécurité, avec un engagement sur 10 ans. Cette somme représente plus de la moitié de l'aide militaire internationale des États-Unis. Par ailleurs au début du mois de juillet, Dan Shapiro avait fait mention des mesures prises par Obama pour garantir la supériorité militaire d'Israël, comme par exemple la demande de 205 millions de dollars au Congrès pour la production du système israélien de défense anti-roquettes « Iron Dome ».

Connaissez-vous Alan Solow ? Il a été élu en décembre 2008 (après l'élection d'Obama), à la tête de la Conférence des Présidents des principales organisations juives américaines. C'est un vieil ami d'Obama depuis sa période à Chicago, et il est ce que l'on appelle en France depuis l'affaire Bettencourt un « grand donateur » de la campagne électorale démocrate. En 2008, Alan Solow avait promis : « Obama sera le premier Président juif des États-Unis » (Libération du 01/09/2010, p.5). Il ajoute aujourd'hui : « Obama comprend parfaitement l'histoire du peuple juif et l'importance de l'existence d'Israël. Comme nous, il sait aborder les choses dans toutes leurs perspectives ». A qui renvoie ce « nous » ? Au peuple américain ou aux sionistes ?

Tout cela nous en dit long sur le prétendu changement de la politique américaine avec Obama, qui a pu faire illusion quelques temps auprès des bobos parisiens. Stephen Walt, co-auteur de l'excellent ouvrage « Le lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine », paru en français aux éditions La Découverte, précise par ailleurs : « à cause de ce lobby pro-israélien, Obama ne peut pas faire vraiment pression sur Israël. Il ne peut pas menacer de réduire l'aide militaire à Israël. Le Congrès ne le laisserait pas faire ». Cet écrivain a tout à fait raison, mais malgré son courage et son intelligence il oublie de poser la bonne question : peut-on être investi et ensuite élu à la présidence des États-Unis, sans le soutien du lobby pro-israélien à qui on a dû donner au préalable tous les gages nécessaires de bons et loyaux services ? Ce type de lobby n'a en effet pas pour habitude de faire confiance sur parole, et à la légère...

Deux des principaux quotidiens français se sont donc intéressés, en même temps, au lobby sioniste des États-Unis et à son influence sur la politique étrangère américaine. L'un d'eux – Le Monde – va même jusqu'à évoquer le poids de « l'électorat juif » en Floride. La teneur de ces articles confirme le bien-fondé de l'appellation « USraël » lorsque nous parlons des États-Unis. Avec ou sans Obama, toute l'administration américaine est sous la coupe de ce lobby. Son Président actuel n'a fait que donner une meilleure image de la politique américaine après la période Bush. En réalité, il s'agit bel et bien de la même politique mais par d'autres moyens, plus insidieux, plus dissimulés, et ce dans un contexte d'affaiblissement de l'Empire USraélien. D'ailleurs personne n'attend quoi que ce soit des manœuvres diplomatiques de cette administration, et en particulier des négociations qui ont commencé à Washington entre « l'Autorité palestinienne » et l'entité sioniste.

La presse française, comme on vient de le voir, a ainsi le courage et le savoir-faire pour expliquer à ses lecteurs le fonctionnement du lobby sioniste aux États-Unis, et l'inévitable soumission du Président américain à Israël et à son lobby. Félicitations, même si nous nous en doutions déjà un peu ! Mais quand aurons-nous dans ces mêmes quotidiens des articles équivalents sur le lobby sioniste dans notre pays, et son influence sur la politique française ? Pourquoi la grande presse et la classe politique dans son ensemble sont-elles si gênées quand on aborde ce sujet ? D'où vient la difficulté à voir et à désigner ce lobby ? Peut-être n'existe-t-il pas diront certains naïfs, ou d'autres qui font semblant de l'être ! Mais alors, pourquoi une telle soumission au CRIF, à la LICRA et à toutes ces organisations sionistes qui font régner leur loi dans l'enseignement, la magistrature, les médias et la politique ? A moins que ce ne soit dû à la peur : peur des procès, peur d'être qualifié d'antisémite, peur d'être exclu des médias et plateaux télévisés, peur de se voir stigmatisé et poursuivi... Demandez donc à M. Dieudonné ce qu'il en pense !

Voilà donc un sujet de reportage qui serait du plus haut intérêt pour nos compatriotes français, et qui leur permettrait sans doute de mieux comprendre certaines réalités. Par exemple, pourquoi nous parle-t-on abondamment du soldat franco-israélien prisonnier de guerre, Gilad Shalit, et jamais des 11 000 résistants palestiniens qui croupissent dans les prisons israéliennes ? Pourquoi le gouvernement français soutient-il systématiquement Israël, et ne demande jamais d'inspection de son arsenal nucléaire ? Ces questions suffisent

à justifier des reportages sur le lobby sioniste en France. Et si les journalistes d'investigation ne savent pas trop où aller pour réaliser ces reportages, qu'ils n'hésitent pas à nous contacter, nous leur fournirons les bonnes adresses !

Le Président,

Yahia Gouasmi.

Jeudi 9 septembre 2010

Source : P.A.S Parti antisioniste

http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Yahia_Gouasmi.090910.htm

1-6 Sayed: "Nous sommes plus proches que jamais d'Al Qods".

Le Secrétaire général du Hezbollah Sayed Hassan Nasrallah a tenu un discours ce vendredi via un grand écran devant des milliers de partisans dans la banlieue Sud de Beyrouth à l'occasion de la Journée mondiale d'Al Qods. Pendant une heure, Sayed Nasrallah a commenté l'annonce du lancement des négociations dites de paix entre Israéliens et Palestiniens à Washington, expliqué brièvement les raisons du retrait américain partiel de l'Irak, s'est félicité de l'échec du projet américain dans la région, et mis en garde les parties libanaises qui cherchent de toutes leurs forces à semer la division confessionnelle parmi les Libanais.

Voici le texte du discours de Sayed Nasrallah :

« Nous commémorons en ce dernier vendredi du mois béni du Ramadan, et en ce meilleur jour du meilleur mois de l'année, avec toutes ses valeurs religieuses, la journée mondiale d'Al Qods, une journée proclamée par l'Ayatollah l'imam Khomeiny.

L'importance de cette journée grandit d'un an à autre, au milieu de l'accentuation des dangers qui menacent Al Qods, du conflit israélo-palestinien et de la lutte contre le projet sioniste dans la région.

En vérité, nous avons peur pour cette cause, vu les multiples complots externes, le désespoir et la faiblesse qui frappent la nation. Nous avons peur que cette cause soit oubliée avec le temps, parce que d'habitude le temps laisse tout oublier. Mais il n'est pas permis pour la nation arabe et islamique d'oublier Al Qods, parce qu'elle fait partie de notre religion, de notre passé, de notre présent et de notre avenir. Il faut que la cause d'Al Qods soit présente et évoqué à chaque occasion.

En cette journée, nous réitérons notre attachement à nos constantes, en cette journée, nous confirmons devant le monde entier notre attachement à nos droits. Nous disons à ce monde : les souffrances et les maux ne changeront rien de nos constantes. La Palestine, de la mer au fleuve appartient au peuple palestinien et aux Arabes. Personne n'a le droit de renoncer à un pouce de sa terre, ni à une goutte de son eau, ni même à une lettre du mot Palestine. La journée d'al Qods est le jour de la vérité et le reste n'est que mensonges.

Al Qods ne peut en aucun cas être la capitale éternelle d'un Etat appelé Israël. Un simple quartier ou une petite rue d'Al Qods ne pourront l'être, Al Qods est la capitale de la terre et du ciel. Cet Etat d'Israël ne peut jamais acquérir de légitimité, c'est un Etat bâti sur les crimes et la discrimination.

Par ailleurs, la journée d'Al Qods est une occasion mondiale pour mettre la lumière sur les dangers auxquels font face la mosquée d'Al Aqsa, la ville sainte d'Al Qods, et les villes musulmanes et chrétienne à al fois. Cette région souffre de la judaïsation, des expulsions, des confiscations des terres, des tueries, et les négociations futiles ne sauront en aucun cas résoudre ces problèmes compliqués.

Regardons ce qui se passe dans les territoires de 1948 à cause du projet américano-sioniste, et ce qui se passe dans la bande de Gaza à cause du siège imposé à la population.

Je vais évoquer au début deux évènements importants: L'annonce du soi disant début des négociations de paix aux Etats-Unis et le retrait américain de l'Irak.

1- Ces négociations sont en effet mort-nées. Leur objectif au niveau politique est clair : la réussite des élections américaines, et le dernier à en bénéficier est Al Qods.

Côté palestinien, la majorité des factions politiques ont rejeté ces négociations. Certains refusent le principe de négocier avec Israël, nous faisons partie de ce camp, mais même les autres parties qui acceptent de négocier en principe rejettent les conditions actuelles pour ces pourparlers. Les factions palestiniennes, tout comme le peuple, ont rejeté ces négociations. L'expérience a démontré, même par rapport à ceux qui étaient assis hier ensemble à la même table, l'échec de la voie des négociations qui dure depuis plus de 17 ans. Malheureusement, les négociations avec cet ennemi tyrannique ne font que donner plus de vie et de légitimité à cette entité.

2- Le retrait américain de l'Irak est une annonce de la défaite. Personne, dans l'administration américaine, n'a osé parler de victoire dans son discours, et si quelqu'un a mentionné le mot « exploit », ce terme est apparu banal, vide de sens.

Les Américains sont venus occuper l'Irak non pas pour s'en retirer après quelques années. Mais ils étaient choqués par la résistance farouche qui est née dès les premiers jours de l'occupation, et quand je parle de résistance, je distingue entre la résistance qui a frappé les bases et les intérêts de l'occupation américaine, et les extrémistes terroristes qui attaquent les civils. Ces derniers commettent des crimes contre l'humanité.

Les Américains n'ont pas supporté toutes les pertes infligées par la résistance irakienne, et le budget américain est devenu incapable de financer cette guerre.

Donc la résistance armée irakienne et l'endurance du peuple irakien sont deux facteurs principaux qui ont favorisé

le retrait américain.

Depuis des années, de différents services de renseignements ont tenté de semer la division parmi les Irakiens de toutes confessions, mais l'endurance et la ténacité du peuple irakien qui a supporté tous les crimes et qui a refusé de s'entretuer ont saboté les projets de ces services. Ce peuple, grâce à sa conscience et à sa volonté, et grâce à ses directions religieuses, a torpillé tous les projets de division. Les renseignements israéliens sont aussi impliqués dans les attaques anti-irakiennes, ils sont en contact avec les kamikazes qui tuent les civils. Le Mossad recrute des gens en Irak pour tuer les Irakiens. Il veut pousser les Irakiens à s'entretuer pour ensuite diviser leur pays. Mais, quand le projet de division a échoué, il est devenu très couteux de rester dans ce pays. L'occupant n'a plus alors de choix que de quitter le pays. C'est une règle générale, dans n'importe quel pays occupé, les sacrifices du peuple assurent la réalisation de sa victoire.

Ce qui se passe en Irak est un grand exploit et une grande victoire pour le choix de la résistance. Et là toujours je distingue entre la vraie résistance et ceux qui commettent des opérations terroristes pour tuer les innocents, ces derniers n'ont rien à voir avec l'Islam et collaborent étroitement avec les services de renseignements. Voyez la dernière attaque qui a eu lieu au Pakistan ce vendredi. Dans ce pays sinistré par les inondations, les habitants ont manifesté pour le soutien d'Al Qods, voyez comment les terroristes, aveugles, muets, et sourds, les ont attaqués, faisant pour l'instant près de 40 martyrs.

En Palestine, il ya des difficultés, tout comme au Liban, en Irak et dans la région, mais si nous regardons d'un œil plus large, nous trouverons que l'axe de la résistance a pu ces dernières années réaliser un exploit historique au niveau de toute la région, qui aura des effets sur le monde entier.

Après le 11 septembre, les néo-conservateurs aux Etats-Unis ont présenté un nouveau projet pour notre région. Cette grande puissance mondiale a rassemblé ses navires de guerre de par le monde pour les transférer au Proche Orient, au monde arabo-islamique, où se trouvent les plus grandes réserves pétrolières et ressources naturelles. Cette action avait un seul objectif : fixer définitivement l'existence de l'entité sioniste sur le plan politique, à travers le processus de paix globale. En effet, leur projet vise à liquider la résistance palestinienne, qu'elle soit populaire, politique et culturelle. Il fallait également liquider la résistance au Liban pour que ce pays s'engage définitivement dans le projet américano sioniste, il fallait renverser le régime syrien, mettre fin à la résistance en Irak, et frapper l'Iran afin de renverser aussi son régime islamique. Le but ultime de cette politique est de permettre aux Etats-Unis de prendre le contrôle de la région.

Je prétends que dans les dix années qui se sont écoulées, les Américains avaient une capacité énorme pour réaliser ce projet : ils contrôlaient et dirigeaient le monde entier, l'économie mondiale et les médias. Les plus grandes armées, tout genre de guerres psychologiques et les services de renseignements ont été mis à leur service. Mais lorsque ce projet a été confronté à la résistance en Palestine, au Liban, en Syrie, en l'Iran comme en Irak, le projet a échoué.

Ceci ne signifie pas que le conflit a pris fin, mais nous sommes passés à une nouvelle phase de la bataille, et je vous assure que de nouveaux échecs saboteront ce projet.

Sur le plan économique, toutes les tentatives de régler la crise économique mondiale et notamment américaine ont échoué, et dans l'avenir nous allons assister à des changements radicaux sur ce sujet. Les Etats-Unis ne peuvent plus faire de guerre à cause de leurs multiples crises sociales, économiques et populaires.

Pourquoi ce projet a-t-il échoué ?

Grâce à la ténacité de la résistance en Palestine, à Gaza, au Liban, et grâce à l'endurance de la Syrie, de l'Iran et la décision de la résistance en Irak.

Aujourd'hui nous sommes appelés à continuer sur la voie de la résistance, il y a des difficultés mais nous nous approchons plus que jamais de la victoire, Israël d'aujourd'hui diffère d'Israël à la veille du 12 juillet 2006, du 1982, le grand Israël n'existe plus.

Nous sommes appelés à poursuivre notre résistance, consolider notre unité et à présenter notre aide au peuple palestinien et à sa résistance. Les brigades de la résistance, à l'instar du Hamas qui a effectué sa dernière opération militaire a besoin de toute voix de soutien, de tout argent et de toute arme disponible.

Sur le plan libanais, nous confirmons toujours notre attachement à l'équation en or, ou comme certains l'appellent l'équation en diamants : armée-peuple-résistance.

S'agissant de la résistance, nous avons commémoré ces derniers jours l'anniversaire de l'enlèvement de l'Imam Moussa Sadr et de ses deux compagnons. L'Imam Sadr est l'imam et le fondateur de la résistance.

Il est notre père qui nous a dirigés vers cette route, vers Al Qods, il nous a inculqué comment aimer et tomber en martyr pour l'amour d'Al Qods. Tout le monde sait qu'ils ont été enlevés alors qu'ils étaient en Lybie. A propos de la cause de l'imam Sadr, le Président frère Nabih Berri a parlé en détails il y a deux jours. Moi, je confirme une nouvelle fois chaque mot prononcé par le Président tant sur le plan politique que judiciaire. La justice libanaise doit assumer ses responsabilités face à l'enlèvement de citoyens voire de dirigeants libanais. Nous avons tant attendu et nous ne sommes pas allés au Tribunal international pour revendiquer notre droit. Des milliards de dollars sont offerts à la famille de Sayed Sadr et au Président Berri pour clore cette affaire mais nous ne vendons même pas un enfant par ces milliards de dollars. Nous savons comment opère le Tribunal international, donc, nous avons recouru à la justice libanaise.

Nous soutenons le boycott de tout sommet arabe qui se tient en Libye, l'imam et ses compagnons sont toujours en vie et ils sont détenus en Lybie. Il faut les libérer pour qu'ils retournent à leur patrie et à leurs familles. Nous ne cherchons de conflit avec personne.

Concernant l'affaire de l'enquête internationale, nous avons dit voilà plusieurs semaines que la résistance se sentait prise pour cible, et avons proposé quelques idées et révélé des preuves. Le procureur général s'est enfin

exprimé pour dire que nos données sont incomplètes. Nous avons dit que nous ne sommes pas concernés par le TSL. Nous n'allons pas répondre aux questions du TSL. Nous avons fourni aux autorités compétentes libanaises les preuves dont nous disposons, à leur demande. Si elles sont intéressées ou concernées par nos données et par les enquêtes avec les collaborateurs et les faux témoins, nous sommes prêts à coopérer avec elles mais si elles ne sont qu'une boîte aux lettres entre nous et le procureur, nous ne sommes pas prêts à le faire. Peu nous importe si le procureur général est intéressé ou non par nos données, cela revient à lui, mais de toute façon, sa réaction constitue un indice sur son travail.

Passons à l'armée libanaise, nous appelons de nouveau à l'équiper, nous avons demandé au gouvernement de contacter les pays arabes pour nous offrir des armes, mais la réponse du gouvernement était négative. Ce gouvernement ne demandera rien des pays arabes! J'espère que l'équipement de l'armée soit une affaire sincère. Le Liban a levé la tête des arabes et de la nation. Chaque arabe est fier de l'être grâce au Liban. Il est de notre droit de réclamer d'eux des quantités de leurs armes stockées dans les dépôts. Nous avons proposé au gouvernement l'aide iranienne, et les Iraniens ont dit qu'ils sont prêts à offrir des armes sans aucune condition, pourtant les Américains et les Européens conditionnent leurs aides. Mais l'ironie du sort, certains Libanais ont posé des conditions à l'Iran pour accepter ses aides. Certains ont alors demandé de la République Islamique de ne plus fournir des armes à la résistance.

Quant à l'incident de Bourj Abou Haydar, nous avons assuré dans un communiqué conjoint avec les Ahabches que l'incident est douloureux, et le Hezbollah a considéré avoir perdu trois martyrs. Cet événement constitue une perte sur tous les niveaux. Il n'y a eu aucun exploit humain, sécuritaire, ou politique. C'était un incident isolé. Certains Libanais ont tout fait pour exploiter politiquement les affrontements sur le terrain. Tout le monde sait que le grand projet des Américains a échoué, mais quelques libanais misent toujours sur ce genre d'incidents pour réaliser un quelconque exploit. Ils sont complètement désespérés après avoir perdu tout atout de force : une éventuelle guerre israélienne, une attaque contre la Syrie à travers le TSL, une séparation entre l'Iran et la Syrie, et là je vous assure que l'alliance irano-syrienne est plus meilleure que jamais.

De même, la relation entre la résistance et la Syrie n'a jamais été aussi solide. Donc, à ceux qui cherchent à semer la division qu'ils trouvent d'autres issues.

Cet incident a été beaucoup exploité dans les médias, mais quand nous sommes descendus sur le terrain, nous avons trouvé que les choses ont été exagérées. Ça me rappelle l'assassinat de Rafic Hariri, quelques heures après le crime, d'aucuns ont jugé, condamné et accusé des responsables.

L'incident a été donc exploité au moment où nous avons gardé le silence parce que nous étions en douleur, mais en contrepartie, quelle était la réaction de l'autre partie? Ils ont exagéré et amplifié l'affaire. Au lieu qu'ils cherchent à éteindre le feu, ils ont mis du poudre et exploité d'une façon dangereuse les sensibilités confessionnelles. Ce qui a été fait déchire le pays et ne l'unit pas. A ceux qui se sont mal comportés et qui n'ont pas traité l'affaire sagement, je leur dis : Vous avez enfoncé un couteau dans notre cœur blessé.

Dès le premier instant nous avons dit que l'armée et les services de sécurité assument leurs responsabilités. On constate qu'il y a une mauvaise politique pour la direction de ce pays, quand un incident a lieu, certains se précipitent pour rouvrir des grands dossiers controversés. Ils ont immédiatement ouvert le dossier de l'arme de la résistance; dans chaque maison il y a des armes, et ça date depuis longtemps, depuis la guerre civile et l'invasion israélienne, ce dossier nécessite du temps et des traitements convenables. La politique actuelle est erronée, comme le traitement des dossiers de l'électricité, des réformes administratives, et des revendications ouvrières. L'administration politique au Liban est mauvaise, elle est bâtie sur les réactions. J'appelle à l'accalmie, et je vous propose une initiative unilatérale. Cette affaire a été close, les indemnités vont être payées très prochainement. Revenons alors à la table pour se mettre d'accord sur une politique convenable visant à diriger ce pays calmement.

L'approche des droits palestiniens a besoin de plus de débats. Les droits de réfugiés palestiniens étaient toujours un sujet constant évoqué dans la journée d'Al Qods, cette une affaire qui date de 60 ans. Je propose qu'un parti libanais ou palestinien entame une série de rencontres avec les différentes personnalités libanaises pour s'informer sur leurs craintes, qui sont légitimes, et pour les rassurer en contrepartie. Ceci doit aboutir à un consensus.

Enfin, en cette journée d'Al Qods, nous sentons que la résistance au Liban se trouve dans la bonne position, dans l'axe victorieux. Nous, en cette année de 2010, sentons que nous sommes plus proches que jamais d'Al Qods, après plus de 62 ans. C'est une question de temps entre le projet sioniste et les mouvements de résistance dans la région. Cette entité est destinée à la disparition, grâce à la volonté populaire, de la résistance, de la patience et de la lutte. Ce peuple palestinien a enduré 62 ans, il n'a ni capitulé, ni désespéré, ni renoncé à ses terres, à ses droits et à ses lieux saints. Ce sont les principaux atouts de force qui décideront de la fin du conflit avec ce projet.

03/09/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=152823&language=fr>

2 Annexe

2-1 Est-ce qu'Israël dirige les Talibans ?

Un article qui rejoint ce que l'on disait ICI. Il y a longtemps que Ben Laden est à six pieds sous terre, d'ailleurs s'il n'était pas mort ou sur le point de dépasser le 11 septembre, les attentats du WTC n'auraient pas eu lieu en son nom.

C'est une certitude.

Al Qaida est morte, selon Alain Chouet, ex-patron de la DGSE et sans doute qu'il est loin de dire tout ce qu'il sait. Nous le disons à sa place car la patience a des limites pour ce qui est de gober des mensonges, sans arrêt. On sait très bien qui fait tout sauter, en Irak, en Afghanistan, au Pakistan, au Yémen, et ailleurs... qui a fait sauter Hariri et qui transforme la planète en grande sauterie sanglante. Ils sont en train d'ensanglanter le monde parce que leur Haine de l'Humanité est sans limites. Ils voudraient être partout, ils se mêlent de tout, ils passent leur temps à déstabiliser tous les pays, et ne doutez pas qu'ils rêvent de se servir de la bombe atomique pour les pays qui ne veulent pas se prostituer à leur idéologie. Vous avez là l'Ennemi du Genre Humain. Tout doit tourner autour d'eux.

Et si vous n'êtes pas avec eux, ils vous éradiquent.

C'est simple comme bonjour.

Les mercenaires de l'Ordre Noir sous le label Al Qāida s'en donnent à coeur joie.

BOUM ! BOUM ! BOUM ! BOUM ! Voilà à quoi se résume le dialogue avec eux : BOUM !

8 septembre 21

<http://palestine.over-blog.net:80/article-est-ce-qu-israel-dirige-les-talibans-56736399.html>

2-2 Gordon Duff : Les attentats du 11 septembre vus par une conspirationniste.

L'attaque suicide d'aujourd'hui à Quetta au Pakistan mène [laisse une trace] à Tel Aviv

Quetta, Baluchistan, 3 septembre 2003 (Veterans Today) Aujourd'hui, 43 Pakistanais ont été tués dans une attaque terroriste, tués pour leur soutien aux Palestiniens de Gaza.

Les signes avant-coureurs étaient présents, comme la tentative de Wikileaks de mettre la responsabilité pour les Talibans sur l'éditeur de Veterans Today, le Général Hamid Gul.

C'était déboulonné dans un battement de cœur.

Cette attaque était vicieuse et de façon évidente un travail d'Israël.

C'était une attaque terroriste effectuée comme un message aux peuples du monde leur disant que s'ils soutiennent la cause de ceux qui sont emprisonnés à Gaza, ils seront assassinés.

Est-ce un cadeau pour le peuple juif d'Israël, une autre attaque de vengeance, apparemment en réponse à la fusillade de 4 juifs israéliens à Hébron, une attaque curieusement planifiée de manière à perturber les pourparlers de paix entre Juifs et musulmans Palestiniens à Washington?

C'est loin d'être la première fois qu'Israël s'est fait pincer.

Le PKK, le groupe terroriste Kurde, des communistes, qui ont attaqué la Turquie de leurs "grottes" des montagnes d'Irak depuis plus de 40 ans ont été entraînés, financés, et même recrutés par le Mossad d'Israël depuis longtemps.

Maintenant le partenariat entre l'Inde et Israël, aidé depuis l'origine, pas seulement par la CIA, la "corporation" des frères Karzaï et le MI-6 devient difficile à ignorer.

Avec de continuelles attaques terroristes, une part quotidienne de la vie au Pakistan, plusieurs à Lahore cette semaine, on ne peut ignorer les vrais coupables. Quasiment chaque firme contractante que les Etats-Unis y emploie, en Afghanistan mais aussi au Pakistan, est pleine à craquer d'agents Israéliens. Travaillant avec eux, l'énorme cartel de drogue assisté par la CIA et son réseau mondial d'avions privés pour transporter l'héroïne et le cash et une douzaine de nations qui y prennent part.

Tout cela n'est qu'une façade habillant le spectacle réel.

En 2003, Israël a convaincu l'Amérique de détruire l'Irak, bien, et elle aussi.

L'Irak était un suicide pour l'Amérique. Ce n'est qu'en 2007 que l'Amérique a découvert son propre cadavre.

La guerre en Afghanistan est destructrice, pas seulement pour ce pays mais aussi pour le Pakistan. Israël ne permet pas qu'une puissance nucléaire Islamique menace de prendre le contrôle sur l'Asie. La cible réelle a toujours été le contrôle du Canal de Suez et le vrai prix, l'Inde. Ce qui semble à l'Amérique être une puissance économique est une nation profondément divisée et troublée cernée par des ennemis et prête à être transformée en un pouvoir militaire de substitution puis dépouillée jusqu'à l'os.

C'est ce qui est arrivé aux Etats-Unis.

Le Pakistan est important. Depuis des années, la "CIA" et d'autres organisations de renseignement ont été au Baluchistan se faufilant à l'intérieur et l'extérieur de l'Iran, faisant sauter des choses. Jusqu'à quel point est-ce la CIA ou le Mossad, personne ne peut le savoir de façon sûre. C'est une autre organisation terroriste, appelée la "Jundallah".

Comme le PKK en Turquie et le Tehrik-i-Taliban, le groupe terroriste qui fait mener une vie d'enfer au Pakistan, le Jundallah reçoit tout son argent, ses armes, son entraînement, ses déplacements et peut être plus, ils ont besoin de faire les guerres secrètes contre les cibles de Tel Aviv.

Le Baluchistan a aussi plusieurs petits aéroports où l'héroïne peut être chargée et expédiée.

Les firmes contractantes Américaines contrôlent ces installations et le font depuis des années. Les stupéfiants y sont livrés depuis l'Afghanistan et chargés dans des avions consacrés aux "black ops" de l'Amérique contre, disons, quiconque subit la colère d'Israël.

Pour les Américains, la vraie question, si Israël finance des organisations terroristes qui attaquent, non seulement l'Iran, mais aussi la Turquie, partenaire de l'Amérique au sein de l'OTAN, le Pakistan, son allié de longue date, des faits dont de nombreuses preuves existent partout, sauf dans la presse Américaine, la vraie question est de savoir s'il y a aussi des attaques contre les forces Américaines et contre l'Amérique elle-même qui sont planifiées. Y en a-t-il déjà eu et si oui, combien ?

Est-ce qu'Israël gagne quand l'Amérique part en guerre contre ses ennemis perçus ?

Est-ce une politique déclarée de longue date de faire tout ce qui est nécessaire, pas véritablement pour préserver la survie d'Israël, jamais en question, pas plus maintenant qu'avant, mais leur domination ?

Ce qui était évident aujourd'hui est que l'attaque terroriste au Pakistan n'avait rien à voir en aucune façon avec les Talibans.

Elle avait seulement un but, punir le peuple du Pakistan, l'ethnie Pashto, pas les dirigeants Punjabi, pour leur soutien à la cause Palestinienne et pour leur soutien à la solution à deux états durant l'initiative de paix actuelle parrainée par le Président Obama. Nous savons qu'Israël poursuit toute personne qui prend position pour la Palestine, mais tuer des douzaines de civils dans un rassemblement à Quetta, Baluchistan est une escalade, même pour Israël.

Non, ce n'est pas une escalade dans la violence, ce n'est même pas proche du plus grand carnage qu'Israël a effectué.

Peut-être l'aspect le pire est que personne n'en soufflera mot. Le Pakistan est cassé, même selon les normes Américaines. Ils survivent avec l'aide extérieure Américaine, argent qu'ils continuent de recevoir tant qu'ils ne disent pas un mot au sujet d'Israël de ceux qui sont réellement à blâmer de la vague de terrorisme qu'ils subissent. J'ai vu le chef de l'agence de renseignement du Pakistan, le Directeur Général actuel de l'ISI, laissant entendre qu'Osama bin Laden est mort. Je l'ai interviewé personnellement à ce sujet.

Je me suis engagé à garder la discussion privée et confidentielle. Je vais tenir parole.

Le Pakistan est pris en otage. Madame Clinton leur reproche continuellement de ne pas trouver Osama bin Laden, le planificateur imaginaire du 9/11, mort depuis longtemps.

Le précédent Directeur de l'ISI, le Général Hamid Gül, maintenant à la retraite et connu pour son honnête franc parler, met le blâme précisément là où il se trouve, là où il l'a mis le jour même.

Avec le lobby Israélien qui contrôle Washington et l'argent de Washington qui contrôle le Pakistan, ce ne sera pas la dernière attaque terroriste.

La prochaine fois que quelqu'un quelque part essaie d'aider les Palestiniens ou de faire passer la vérité au sujet de la politique d'apartheid d'Israël et de son nettoyage ethnique au travers de la presse corporate contrôlée, attendez-vous à une autre attaque suicide.

Regardez la façon dont la presse a traité le meurtre et la piraterie Israéliennes avec la Flottille de la Liberté. Moins de 5% des Américains savent qu'Israël a été pris en 1967 attaquant sciemment un bateau Américain, l'USS Liberty. Ce n'était pas la première attaque terroriste Israélienne sur des Américains, et il y en a eu des douzaines depuis. Vous ne lirez jamais un mot à ce sujet.

Avec un nouvel anniversaire du 9/11 qui approche, les pourparlers de paix en Palestine en cours et Israël faisant tout ce qu'elle peut pour forcer l'Amérique à attaquer l'Iran, les forces de sécurité sont à un niveau d'alerte élevé pour les terroristes Islamiques à travers les Etats-Unis.

Toute personne "au jus" comprend que les feux de détresse sont en fait pour les terroristes Israéliens. Est-ce que l'Aviation des Etats Unis sera là si nécessaire, contrairement au 9/11 ?

Est-ce que les terroristes montreront tous des visas étudiants récents, courtoisie du Département d'Etat, comme pendant le 9/11 ?

Avons-nous dépassé le temps où l'Amérique veut regarder de l'autre côté quand un millier de coïncidences étranges aboutissent à cette "parfaite tempête", exactement quand et où ça s'avère nécessaire, une "tempête" pour éclipser le 9/11 en horreur, suffisante pour envoyer à la guerre un peuple fatigué, à qui on a longtemps menti, qui ne croit plus son gouvernement, en route pour faire à nouveau la guerre pour Israël ?

Quatre Israéliens morts à Hébron étaient la clé. Les 43 morts à Quetta en est une autre. Les pirates de l'air imaginaires d'Amsterdam étaient supposés en être une autre. Davantage encore va survenir chaque jour, plus de clés, plus de nouvelles histoires égrenées, plus de mise en scène, plus de préparation des esprits pour attendre ce que nombre d'entre nous savent qui se trame.

Qui pensez-vous recrute les cellules terroristes ?

Qui l'a fait depuis toujours ?

Qui peut voyager gratuitement, utiliser des passeports de n'importe quel pays, et a de l'argent sans limite ? Vous pensez réellement qu'il existe un Al Qaeda ?

Pourquoi tout ce que fait Al Qaeda aide seulement Israël ?

Est-ce qu'Al Qaeda est un autre front du Mossad ?

Gordon Duff

Sources [SIGNES DES TEMPS](#)

Posté par Adriana Evangelizt

<http://palestine.over-blog.net:80/article-est-ce-qu-israel-dirige-les-talibans-56736399.html>

Pièce Jointe Gilles Devers : Les réfugiés palestiniens et le droit au retour.

4,7 millions de réfugiés (1) .

4,7 millions de personnes privées de leur terre par l'armée israélienne et qui disposent d'un droit inaliénable : le droit au retour. Des réalités humaines bouleversantes, mais une analyse simple : ce droit est réaffirmé avec constance par l'ONU et tous les organismes compétents depuis 1948. Mais cette réalité, Israël ne veut pas en entendre parler. Lors des négociations, on évoque à peine « une solution juste » pour les réfugiés. Or, rien n'est envisageable qui ne respecte pas ce droit au retour, sauf à admettre que la violence armée, lorsqu'elle est répétée et impunie, permet de valider l'appropriation des richesses par la force et l'institutionnalisation de l'apartheid comme règle de vie.

Le droit des réfugiés, lié à l'histoire de toutes les guerres, est parfaitement connu (I).

S'agissant de la Palestine, il faut revenir à la source, c'est-à-dire au mandat de 1922 (II).

Depuis, le droit des réfugiés palestiniens, affirmé avec constance, est dans les faits méprisé avec la même constance (III). "

Une analyse juridique de l'histoire du **droit au retour** en général et de sa non-application aux Palestiniens en particulier : un outil pour se battre contre les tentatives du mouvement de fausse solidarité qui n'en finit pas de dire que "le droit au retour, c'est compliqué". Entendez : c'est impossible, et, argument suivant : "d'ailleurs il y en a beaucoup qui ne veulent pas retourner" ...!

.....Suite en pièce jointe.....

Gilles Devers

Article sur :

<http://www.ism-france.org/news/article.php?id=14355&type=analyse&lesujet=Réfugiés m-a>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19